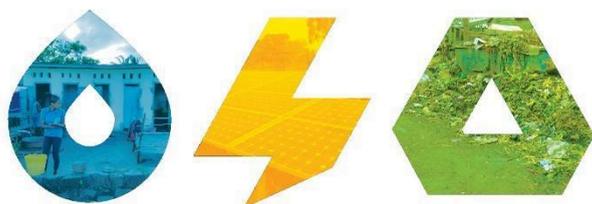


**Synthèse de l'évaluation au fil de l'eau des activités du programme
« Renforcer l'accès aux services essentiels des populations des pays à faibles
revenus par une mobilisation accrue des OSC et des collectivités françaises et
de leurs partenaires via les « 1 % solidaires » et une approche intégrée des
services essentiels » (2021-2014)**

AZIMIO Field Consulting

*Avril 2024
Version provisoire*

1% EAU-ASSAINISSEMENT ÉNERGIE DÉCHETS



A l'origine du projet, une double ambition : mobiliser les 1% et porter une vision intégrée des services essentiels

L'existence de leviers pour augmenter la mobilisation des 1% Énergie et Déchets¹, au regard de la mobilisation du 1% Eau-assainissement est l'un des postulats fondateurs du projet. Ce postulat est partagé par les réseaux d'acteurs nationaux et régionaux en charge de l'animation - territoriale ou sectorielle – de la coopération décentralisée et non gouvernementale dans les services essentiels.

Ainsi, le projet de « Rapprochement de l'animation des 1% solidaires Eau-Assainissement Énergie Déchets » (2021-2014) comporte un double objectif **d'augmenter la mobilisation des 1% solidaires** - en tirant partie des synergies existantes entre les secteurs - et de **soutenir une vision intégrée des services essentiels**. L'enjeu sous-jacent revient à mobiliser les organisations de la société civile et collectivités territoriales (appelés « porteurs de projet » ci-après) pour accroître le nombre et la qualité des projets de coopération décentralisée et non gouvernementale dans les services essentiels.

En cela, le projet s'inscrit en cohérence avec les grandes orientations de la politique française de développement², soulignant les enjeux de transversalisation et de territorialisation de l'aide publique au développement pour sortir d'une logique sectorielle d'appui, mieux prendre en compte les besoins de développement situés et interconnectés des territoires, et répondre aux objectifs de développement durable.

Une logique d'intervention fondée sur l'approche partenariale et le co-renforcement de capacités

Le projet a été élaboré et mis en œuvre par un groupement composé de neuf partenaires - pS-Eau, Amorce, Cicle, la CIRRMA et cinq réseaux régionaux multi-acteurs (Lianes Coopération, SO Coopération, BFC International, Centraider, Gescod) - qui se sont rapprochés pour mieux articuler et nourrir leurs approches respectives d'animation et accroître la cohérence de l'accompagnement aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

Ce rapprochement fait suite à des **dynamiques de rapprochement préexistantes**, qu'elles soient structurelles (le pS-Eau héberge le réseau Cicle ; la CIRRMA a été créée pour coordonner les échanges entre RRMA), territoriales (à l'image des conventions tripartites entre les Agences de l'eau régionales, les antennes locales du pS-Eau et les RRMA), ou initiées via d'anciens projets (notamment le PAGEDS³). Ces expériences nourrissent l'idée que « *l'union fait la force* » et l'intérêt des réseaux à mutualiser leurs ressources, connaissances et expériences au profit d'un objectif commun de renforcer les démarches de coopération décentralisée et non gouvernementale, d'animer des débats sectoriels, d'alimenter une dynamique d'engagement vertueuse sur les territoires.

Les activités du projet ont reflété cette approche **via de nombreux chantiers prévus en commun** - production de documentation, d'outils, formations - visant le co-renforcement des partenaires autant que leur rapprochement.

¹ Source : étude sur les 1% (A. Laaban), évaluation finale du PAGEDS

² Loi du 4 août 2021 de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités

³ Le projet PAGEDS (Promouvoir les Actions de Gestion des Déchets au Sud) a été mis en porté par le GRET, CEFREPADE, Centraider, CIEDEL, Resacoop entre 2017 et 2020 pour promouvoir le dispositif 1% déchets, renforcer des compétences des acteurs de solidarité internationale et accompagner les initiatives des porteurs de projets autour de la gestion de déchets dans les pays du Sud.

Au bout de trois ans, des apprentissages et des effets multiples

De façon classique, une dynamique de rapprochement met du temps à s'enclencher puis s'accélère et se consolide dans le temps au profit d'un rapprochement des visions et d'un ajustement de l'approche d'intervention. Dans le cadre du projet, la dynamique collective a notamment permis de préciser les enjeux et objectifs relatifs à la mobilisation des 1% solidaires (lancement en cours de projet d'une démarche de plaidoyer, en complément des activités d'animation), et au soutien d'une vision intégrée des services essentiels.

Défricher une "approche intégrée des services essentiels" a également concouru à clarifier la notion et à identifier des acteurs et des expériences (*enjeu de capitalisation*). Elle a plus largement permis d'ouvrir les perspectives sur une nouvelle approche de la coopération décentralisée et non gouvernementale, recentrée sur les besoins de développement des territoires et à rebours d'une approche axée sur la proposition de services (*enjeu d'amélioration des pratiques*). Au vu de l'organisation en silo de la coopération décentralisée et non gouvernementale française (au niveau des dispositifs de financement, de l'organisation des compétences), d'importants efforts de sensibilisation et d'accompagnement restent requis pour appuyer **un changement progressif de paradigme**.

Ce changement de paradigme intervient et s'illustre de manière plus ou moins rapide et aisée **selon les** historiques de coopération décentralisée et non gouvernementale, les contextes politiques, socioéconomiques, les écosystèmes de solidarité internationale (organisations et réseaux d'OSC), et les ressources à disposition pour l'accompagnement à la réflexion, au montage et à la mise en œuvre de projets. Pour cette raison, les appuis à des projets sectoriels ou multisectoriels coexistent et ne s'opposent pas ; et la multiplication des projets répondant à une vision intégrée nécessite un travail au long cours combinant des actions de plaidoyer, d'accompagnement et de renforcement de capacités, de mise en réseaux d'acteurs. A cet égard, les nombreuses productions élaborées dans le cadre du projet constituent un socle d'outils et de méthodes à destination des réseaux, des collectivités et des OSC pour faciliter la mise en œuvre concrète d'une approche transversale des services essentiels.

Enfin, en matière de **rapprochement entre acteurs**, le projet a permis de mettre en lumière les défis et les opportunités inhérents à des dynamiques partenariales. Favorisant la mutualisation des compétences, la construction d'une dynamique collective est un processus complexe et chronophage, qui nécessite un important travail de coordination et d'animation pour avancer ensemble, en prenant en compte la rotation des RH au sein de chaque structures et les différences de positionnement, de capacités, de cultures organisationnelle et professionnelle. Satisfaisante aux yeux des acteurs, cette dynamique collective mérite d'être approfondie, pour que l'interconnaissance et l'alignement des visions permises par le projet donne lieu à des réflexes de coopération s'inscrivant dans la durée.

Recommandations et pistes pour la suite

Le projet s'est caractérisé par une forte capacité d'apprentissage et d'ajustement au fil de l'eau – la conduite des activités permettant de préciser l'identification des enjeux et besoins en matière de mobilisation des 1% et de vision intégrée, et l'approche adéquate pour y répondre. A l'issue de cette première phase, il apparaît particulièrement opportun de poursuivre la dynamique amorcée, tant en matière de rapprochement des réseaux d'appui à la solidarité internationale et que sur la mobilisation des acteurs de la CNDG via les nombreux outils produits. Après une phase de lancement consistant à se doter d'assises communes solides, il s'agit désormais de consolider la dynamique collective tout en mobilisant les acteur-ice-s de la CNDG, afin d'amplifier les retombées externes du projet sur les territoires.

Les recommandations issues de l'évaluation au fil de l'eau du projet sont donc les suivantes :

Sur l'approche (multi-acteurs, transversale, territoriale) et les partenaires du projet : mener une réflexion sur le niveau de rapprochement visé, en clarifiant les bénéfices attendus pour chaque réseau, et en associant étroitement, au-delà des personnes, les directions des structures. Pour approfondir l'approche intégrée et territoriale de l'animation des services essentiels, il est apparu opportun de développer une plateforme d'accompagnement des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale dans le secteur des déchets et de renforcer progressivement le maillage territorial des réseaux sectoriels. Concernant l'élargissement du consortium, une vigilance méritera d'être portée à la construction d'une vision commune, en se dotant de moyens de coordination et d'animation adéquats.

Sur la conception du projet : clarifier et formaliser, au-delà du cadre logique, l'ambition et l'approche plébiscitées (par exemple, via une note de concept, permettant la transmission à l'ensemble des parties prenantes impliquées). Il apparaît que la constitution – puis la consolidation - d'une dynamique collective nécessite de rester humble et flexible sur le nombre d'activités prévues, des livrables attendus, afin de ménager des temps indispensables d'alignement, de dialogue et de réflexion. En outre, une réflexion approfondie sur les indicateurs qualitatifs permettant d'apprécier la dynamique recherchée sera à conduire afin d'orienter l'action commune, en précisant les cibles prioritaires et la manière dont les activités et productions contribuent aux changements visés en matière d'animation de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

Sur la mise en œuvre : la coordination et le pilotage sont des gages de réussite d'un programme multi-acteurs, a fortiori dans des phases d'amorçage et d'expérimentation. Il s'agira de capitaliser sur les « recettes » mises en avant dans le projet (binôme de coordination, institution de temps réguliers et récurrents pour aligner les acteurs et faciliter l'avancement). Pour renforcer l'engagement sans sur-mobiliser les équipes, il s'agira en outre de concevoir ces temps collectifs comme des espaces d'expérimentation de méthodes d'intelligence collective et de renforcement des pratiques collaboratives, avec une approche d'animation adaptées aux dynamiques collectives et vigilante aux enjeux de domination et de genre.